Le porte-parole des Taliban, Zabihullah Mujahid, a exhorté les femmes à rester chez elles parce que leurs combattants n'ont pas été formés pour les respecter

25/08/2021 à 6h38



Au cours des neuf jours qui se sont écoulés depuis que les talibans ont repris le contrôle du pays, leurs dirigeants ont insisté sur le fait que cette fois-ci, ce sera différent. Les femmes, disent-ils, seront autorisées à travailler. Les filles seront libres d'aller à l'école. Du moins, dans les limites de leur interprétation de l'Islam.

Mais les premiers signes ne sont pas prometteurs, et cette tendance s'est poursuivie mardi avec la déclaration d'un porte-parole des talibans selon laquelle les femmes doivent rester à la maison, du moins pour l'instant. Pourquoi ? Parce que certains militants n'ont pas encore été formés à ne pas leur faire de mal, a-t-il expliqué.

Le porte-parole, Zabihullah Mujahid, a qualifié cette politique de "temporaire" destinée à protéger les femmes jusqu'à ce que les talibans puissent assurer leur sécurité.

“Nous craignons que nos forces, qui sont nouvelles et n’ont pas encore été très bien formées, ne maltraitent les femmes”, a déclaré M. Mujahid. “Nous ne voulons pas que nos forces, à Dieu ne plaise, fassent du mal aux femmes ou les harcèlent”.

M. Mujahid a déclaré que les femmes devraient rester à la maison “jusqu’à ce que nous ayons une nouvelle procédure”, et que “leurs salaires seront payés à leur domicile”.

Sa déclaration fait écho aux commentaires d’Ahmadullah Waseq, l’adjoint du comité des affaires culturelles des talibans, qui a déclaré au New York Times cette semaine que les talibans n’avaient “aucun problème avec les femmes qui travaillent”, tant qu’elles portent le hijab.

Mais, a-t-il ajouté : “Pour l’instant, nous leur demandons de rester à la maison jusqu’à ce que la situation devienne normale. Pour l’instant, c’est une situation militaire”.

Au cours des premières années du régime taliban, de 1996 à 2001, les femmes n’avaient pas le droit de travailler à l’extérieur de la maison, ni même de sortir de chez elles sans un tuteur masculin. Elles ne pouvaient pas aller à l’école et risquaient la flagellation publique en cas de violation des règles de moralité, comme celle qui exigeait qu’elles soient entièrement couvertes.

L’affirmation selon laquelle les restrictions imposées à la vie des femmes sont une nécessité temporaire n’est pas nouvelle pour les Afghanes. Les talibans ont fait des déclarations similaires la dernière fois qu’ils ont contrôlé l’Afghanistan, a déclaré Heather Barr, directrice associée des droits des femmes à Human Rights Watch.

“L’explication était que la sécurité n’était pas bonne, et qu’ils attendaient que la sécurité soit meilleure, et qu’alors les femmes puissent avoir plus de liberté”, a-t-elle déclaré. “Mais bien sûr, durant ces années où ils étaient au pouvoir, ce moment n’est jamais arrivé – et je peux vous promettre que

les femmes afghanes qui entendent cela aujourd'hui pensent qu'il n'arrivera jamais cette fois-ci non plus."

Brian Castner, conseiller principal en matière de crise à Amnesty International, qui se trouvait en Afghanistan jusqu'à la semaine dernière, a déclaré que si les talibans avaient l'intention de mieux traiter les femmes, ils devaient recycler leurs forces. "Vous ne pouvez pas avoir un mouvement comme les talibans qui a fonctionné d'une certaine manière pendant 25 ans, et puis juste parce que vous prenez le contrôle d'un gouvernement, tous les combattants et tous les membres de votre organisation font quelque chose de différent", a-t-il déclaré.

Mais, selon M. Castner, rien n'indique que les talibans aient l'intention de tenir cette promesse ou toute autre promesse de modération. Amnesty International a reçu des informations selon lesquelles des combattants font du porte-à-porte avec des listes de noms, alors que leurs dirigeants se sont publiquement engagés à ne pas exercer de représailles contre les Afghans ayant travaillé avec le gouvernement précédent.

"La rhétorique et la réalité ne correspondent pas du tout, et je pense que la rhétorique est plus que malhonnête", a déclaré M. Castner. "Si un combattant taliban commet au hasard une violation des droits de l'homme, c'est une violence aléatoire, c'est une chose. Mais si un combattant se rend systématiquement chez les gens et les recherche, il ne s'agit pas d'un combattant aléatoire qui n'est pas formé – c'est un système qui fonctionne. La rhétorique est une couverture pour ce qui se passe réellement".

Mercredi, à Kaboul, les femmes des quartiers de la ville où la présence des talibans est minime sortaient "avec des vêtements normaux, comme c'était le cas avant les talibans", a déclaré un résident nommé Shabaka. Mais dans les zones centrales où se trouvent de nombreux combattants talibans, peu de femmes s'aventurent dehors, et celles qui le font portent des burqas,

a déclaré Sayed, un fonctionnaire.

Mme Barr, de Human Rights Watch, a déclaré qu'au cours de la semaine qui s'est écoulée depuis que les talibans ont déclaré que le nouveau gouvernement préserverait les droits des femmes "dans les limites de la loi islamique", les Afghanes auxquelles elle a parlé ont fait la même évaluation sceptique : "Ils essaient d'avoir l'air normal et légitime. Et cela durera tant que la communauté internationale et la presse internationale seront là. Et puis nous verrons à nouveau comment ils sont vraiment".

Cela pourrait ne pas prendre longtemps, a suggéré Mme Barr. "Cette annonce souligne à mes yeux qu'ils n'ont pas l'impression d'avoir besoin d'attendre", a-t-elle dit

NY Times